

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article206>



VANCOUVER, World Peace Forum

Le quadruple jeu de la politique nucléaire française

- Accueil - Actualités - Les lettres d'ACDN -

Date de mise en ligne : mardi 27 juin 2006

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le Forum Mondial pour la Paix (World Peace Forum) s'est ouvert le 23 juin à Vancouver (Canada) par une assemblée plénière suivie d'une marche pour la paix à travers la ville. Il rassemble plus de 4000 participants venus du monde entier. Ses travaux se poursuivent jusqu'au 28 juin. Dans ce cadre, ACDN a proposé un atelier qui s'est tenu le lundi 26 juin. Alfred Webre, de l'ICIS (Institute for Cooperation In Space) le présidait. Mike Wallace, professeur de sciences politiques à l'Université de Colombie Britannique, y est intervenu sur les origines de la force de frappe française, puis Jean-Marie Matagne, président d'ACDN. Voici le texte original de son intervention, prononcée en anglais.

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je vous remercie de manifester par votre présence ici l'intérêt que vous portez encore à cette petite et fière nation appelée France. Cette nation représentait au XVII^e siècle un Européen sur quatre ; elle ne représente plus aujourd'hui qu'un être humain sur cent. Elle détenait il y a 50 ans un vaste empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais ; elle n'en conserve plus que des bribes appelées Territoires ou Départements d'Outre-mer. Mais elle n'en continue pas moins à prétendre jouer un rôle de « grande puissance ».

Comment prétend-elle y parvenir ? De diverses manières. Mais surtout en restant l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, parce que, grâce à l'action du général de Gaulle et des résistants français, elle a été admise parmi les vainqueurs de la 2^e Guerre mondiale. Mais aussi en agitant comme un épouvantail ses armes nucléaires dont le général de Gaulle, moins bien inspiré, l'a dotée au début des années soixante en poussant à leur terme les efforts du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).

Sciemment ou non, la politique nucléaire de la France, civile et militaire, sert donc les ambitions de ses dirigeants. Elle est en revanche, très certainement, le pire cadeau que ses gouvernements ont fait à l'humanité comme au peuple français - lequel n'a jamais eu à donner son avis, ni sur les usages militaires, ni sur les usages civils de l'énergie atomique. Ce cadeau empoisonné contribue, avec ceux des autres Etats nucléaires, à pourrir la vie d'*homo sapiens sapiens* en général, et d'*homo gallicus* en particulier.

Reste à savoir ce que *homo gallicus* a de « *sapiens* ». A mon avis, pas grand-chose, tant qu'il continuera à gober les balivernes de ses dirigeants. Je dis « balivernes », parce qu'il s'agit de discours mensongers destinés à justifier à l'aide de mythes glorieux ou rassurants des réalités directement contraires à leurs pseudo justifications.

« La France » (à condition de désigner par là ses principaux dirigeants politiques et économiques, ses « grands décideurs ») mène un double jeu sur deux terrains contigus : le nucléaire civil et le nucléaire militaire. C'est pourquoi le titre de cet exposé évoque le « quadruple jeu » de la politique nucléaire française. On pourrait aussi bien parler de double et de quadruple langage : les belles paroles d'un côté, les actes triviaux et les intérêts sordides de l'autre.

Confrontons donc les discours aux réalités, en commençant par le commencement, c'est-à-dire par le mensonge fondateur : celui qui, aux origines de la recherche atomique française, a fait passer celle-ci pour une servante de la science désintéressée, ou d'une science seulement intéressée à faire profiter de ses bienfaits la société.

Double jeu civil et militaire

Lorsque en octobre 1945, le Commissariat à l'Energie Atomique fut créé par le gouvernement provisoire du général de Gaulle, officiellement cette institution devait se consacrer à la recherche fondamentale et à ses applications civiles. En réalité, le général de Gaulle avait déjà en tête ses applications militaires. Il avait été convaincu de l'intérêt stratégique et politique de l'arme atomique dès juillet 1944, lorsque trois chercheurs français exilés au Canada, Bertrand Goldschmidt, Jules Guéron et Pierre Auger, vinrent le voir à Ottawa et lui révélèrent l'existence du « Manhattan Project » auquel ils étaient associés. C'est cette orientation militaire du CEA qui ne cessa de s'affirmer secrètement par la suite sous tous les gouvernements de la IV^e République, jusqu'à ce que le général de Gaulle, qui avait quitté le pouvoir en janvier 1946 et y revint en mai 1958 à la faveur de la crise algérienne, lui donne l'impulsion finale.

Ainsi, premier mensonge, « l'Atome pour la Paix » (« Atom for Peace ») n'a jamais existé en France ailleurs que dans les discours publics ou les espérances illusoires de quelques savants un peu naïfs. Preuve en est que la première application de « l'atome français » fut l'explosion d'une bombe (opération « Gerboise Bleue ») au Sahara, le 13 février 1960. (En fait, il semble bien que cet essai nucléaire ait été précédé, fin 1959, d'au moins un autre, resté secret encore à ce jour.) La création du parc de centrales nucléaires françaises a attendu, elle, le milieu des années 70 et le « deuxième choc pétrolier ».

Double jeu nucléaire : les mensonges du nucléaire civil

Aujourd'hui la France compte 58 réacteurs de puissance répartis dans 19 centrales. Son petit territoire en est truffé ; elle est le pays le plus nucléarisé au monde par nombre d'habitants (environ un réacteur pour un million de personnes).

Que dire des autres mensonges qui justifient cette situation, sur le plan civil ?

Le nucléaire serait « la garantie de notre indépendance énergétique ». C'est faux, bien entendu, puisque la totalité de l'uranium utilisé dans nos centrales provient de l'étranger.

Ce serait une « énergie durable ». C'est faux, puisque au rythme actuel de la consommation d'uranium, les ressources connues seront épuisées au mieux dans 50 ans. Chacun le sait ici, mais presque tous les Français l'ignorent.

Ce serait une « énergie saine », nous protégeant de « l'effet de serre ». C'est faux, inutile d'insister, mais on tente de le faire croire aux Français.

Ce serait l'« énergie la moins chère ». C'est faux, si l'on prend en compte

- ▶ le coût de la recherche financée par l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables ;
- ▶ le coût du démantèlement des centrales en fin de vie, qui n'est pratiquement pas répercuté sur le prix du kilowattheure et qui se révèle exorbitant d'après le démantèlement en cours d'une première centrale à Brennilis, en Bretagne ;
- ▶ le coût de la gestion indéfinie des déchets nucléaires ;

- ▶ l'augmentation prévisible du prix de l'uranium, à mesure que ses réserves fossiles diminueront ;
- ▶ le coût humain, environnemental et financier d'un accident du type de Tchernobyl - un coût tellement élevé que le législateur a prévu de limiter à un montant dérisoire la responsabilité des exploitants en pareil cas.

Mais heureusement, un Tchernobyl ne peut pas se produire en France. La technologie nucléaire d'EDF et d'AREVA est *la plus sûre du monde*. Hélas, ce bel argument de vente est aussi un « beau mensonge », comme disait Platon. Il néglige le fait que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) enregistre chaque année plus de cent « incidents de fonctionnement », en moyenne un tous les trois jours, dont certains anodins mais d'autres graves.

Le pire de tous ces accidents a eu lieu le 27 décembre 1999 à la centrale de Blaye, non loin de Bordeaux. Ce jour-là, un ouragan a élevé le niveau de la Gironde, déjouant toute prévision. Plus de 100 000 m³ d'eau ont submergé la digue de protection, pénétré sans permission dans l'une des unités de production, inondé les sous-sols, provoqué des courts-circuits, et mis hors de service plusieurs pompes de refroidissement de secours du réacteur. D'après le récit du directeur de la centrale, on n'est pas passé loin de « l'accident majeur ». Après l'eau, le feu : l'an dernier un incendie a ravagé une partie de cette même centrale, pourtant récente et moderne (elle utilise du MOX). Les antinucléaires la surnomment « Tchernoblaye ». Mais la plupart des Français ignorent tout cela. EDF et AREVA ont un excellent service de communication. La presse et les médias apprécient aussi énormément leur manne publicitaire.

On pourrait continuer à énumérer les mensonges ou les silences de la propagande officielle qui permet de « vendre » l'énergie nucléaire au public français comme aux pays étrangers. Ce serait fastidieux et nous avons trop peu de temps.

J'en viens donc au double jeu de la France sur le terrain militaire. D'abord à propos de la soi-disant stratégie de dissuasion nucléaire, ensuite à propos des prétendus efforts de la France en faveur du désarmement.

Double jeu militaire : les discours et les réalités de la dissuasion nucléaire

Officiellement, jusqu'au 19 janvier 2006 (nous y reviendrons), les armes nucléaires étaient destinées à ne jamais servir. Leur rôle était purement dissuasif. Il s'agissait de dissuader un ennemi potentiel d'attaquer la France et de l'envahir comme en 1870, 1914 et 1940. « Si vous attendez à nos « intérêts vitaux », nous vous le ferons payer en détruisant vos villes » : le discours de la « stratégie anti-cités » semblait simple. En réalité, il ne l'était pas.

En effet, d'une part les « intérêts vitaux » n'étaient jamais définis, on ne savait pas où ils commençaient - sur la ligne Oder-Neisse, sur le Neckar, le Rhin, la Marne ou la Seine ? Peut-être était-ce sur la Gironde ? D'autre part, l'ennemi désigné du temps de la « Guerre froide » était lui-même doté d'armes nucléaires bien plus nombreuses et plus puissantes ; si l'on avait anéanti une ou plusieurs de ses villes, il n'aurait pas manqué de nous en faire autant, en pire. Cette « dissuasion du faible ou fort », fondée sur le principe d'une *première frappe massive*, condamnait donc la France à une destruction physique au nom de sa survie politique. Jolie conception de nos "intérêts vitaux" !

Pour contourner cette absurdité, on inventa le concept d'« ultime avertissement », et les armes qui vont avec : avant d'attaquer les cités de l'ennemi, on l'en avertirait poliment en lançant sur ses troupes un ou plusieurs missiles. Là encore, il s'agissait d'une *frappe nucléaire en premier*.

Mais quand l'armée française fut dotée des missiles Pluton, début 1975, le Premier ministre de l'époque, un certain Jacques Chirac, fit savoir que pour les rendre réellement « dissuasives », l'armée devait se préparer à les utiliser

effectivement sur le champ de bataille, et que le chef de l'Etat ne devrait pas hésiter à en donner l'ordre en pareil cas. De là à en faire des armes d'emploi destinées à rétablir un équilibre rompu par la poussée ennemie, il n'y avait qu'un pas, vite franchi par les stratèges. Pourquoi se priver de l'appoint de ces armes si l'on en dispose ? On se mit à parler de « missiles tactiques ».

Mais ce concept d'« ultime avertissement » et ces armes tactiques étaient-ils opérationnels ? Pour en avoir le coeur net, le président Giscard d'Estaing fit organiser en mai 1980 des manoeuvres militaires, dans la zone de la RFA encore occupée par la France. L'état-major réalisa alors la plus élémentaire des évidences : si les Bleus (les Français) utilisaient leurs armes tactiques pour stopper les chars ennemis, les Rouges (les Soviétiques) riposteraient avec les leurs, en pire. Donc mieux valait ne pas s'en servir et replier les troupes sur le territoire français, dans l'espoir d'y poursuivre le combat avec des armes conventionnelles.

Le président Giscard en tira une leçon encore plus radicale, qu'il garda au secret de sa conscience avant de la révéler dans ses Mémoires : pour ne pas provoquer la destruction de la France, il s'était résolu à ne jamais utiliser en premier aucune arme nucléaire, ni stratégique, ni tactique. Mais comme leur fonction dissuasive reposait en fait sur cet emploi *en premier*, c'est à la capitulation qu'il s'était préparé en cas de défaite « conventionnelle » - remarquant à juste titre que la France s'était relevée de plus d'une occupation dans son histoire, alors qu'elle ne se relèverait pas de son anéantissement.

Ainsi, le rôle dissuasif prêté aux armes nucléaires françaises n'a jamais été qu'un mythe. Il est faux qu'elles aient été des « armes de paix » destinées à ne jamais servir, puisque au contraire la stratégie prévoyait leur emploi *en premier*. Il est tout aussi faux qu'elles auraient protégé la France d'une invasion en cas d'agression soviétique, puisqu'elles n'auraient pu être employées sans provoquer la catastrophe qu'elles étaient censées éviter. Bref, non seulement la dissuasion nucléaire française n'a jamais eu historiquement l'occasion de fonctionner, mais encore, si elle l'avait eue, elle ne l'aurait pas pu !

C'est pourquoi on peut dire que la force de frappe française est la « ligne Maginot » de l'ère nucléaire, une ligne de défense qui non seulement n'empêcherait pas un très hypothétique agresseur d'envahir la France, mais encore l'inciterait à la détruire.

Le prix de cette nouvelle « ligne Maginot » est exorbitant, sans comparaison possible avec celui de la précédente, faite de béton et de bunkers. En effet, elle nous aura coûté de 1945 à 2010 plus de 1500 milliards de francs (valeur 1997) soit plus de 225 milliards d'Euros ou encore, au cours actuel, 280 milliards de dollars US. Autant dire « la peau des fesses ». Bruno Barrillot a réussi à établir et publier dans son *Audit atomique* ce coût précis, en fait inférieur aux réalités puisque le budget de modernisation adopté depuis dépasse toutes les prévisions. Il rappelle à ce sujet les propos de l'ancien ministre de la défense du général de Gaulle, Pierre Messmer : « *Il y a des secrets militaires qui se traduisent pas des silences budgétaires... vous ne trouverez nulle part dans le budget militaire la possibilité de calculer exactement notre armement atomique. C'est très volontairement que nous l'avons fait.* » Pour illustrer le coût réel de cet armement, Bruno Barrillot propose l'image suivante : « Si l'on mettait bout à bout en billets de 100 francs le montant global dépensé pour les armes nucléaires françaises, on obtiendrait un ruban de 2 500 000 kilomètres, soit plus de 6 fois la distance de la terre à la lune ou encore 60 fois le tour de la terre ! »

Transposez, pour faire simple, les billets de 100 francs en billets de 20 dollars, et vous aurez une idée du coût littéralement *astronomique* de la « ligne Maginot nucléaire » des Français.

Il ne restait aux armes nucléaires qu'une fonction militaire, la seule que le président Giscard pensait en son for intérieur pouvoir leur conserver : venger la France en cas d'attaque nucléaire. Ce n'étaient donc pas des armes de dissuasion, mais des armes de vengeance. Mais d'une part elles risquaient justement de provoquer cette attaque en premier de la part d'un ennemi nucléaire qui aurait logiquement souhaité neutraliser d'avance les composantes

terrestres et aéroportées de sa force de frappe. D'autre part, en pareil cas, une riposte lancée à partir d'un sous-marin n'aurait fait que généraliser la destruction nucléaire de la France. Il n'est donc même pas sûr que ces armes puissent fonctionner comme armes de vengeance.

Alors à quoi ont-elles servi ? A quoi servent-elles encore ? Certainement pas à assurer la défense de la France comme le prétendent les discours officiels, mais, ni plus ni moins, à asseoir et préserver son rôle de « grande puissance ». Si l'on veut être à la table des Grands, il faut avoir la Bombe. Donc, quand on la possède, pas question de s'en priver. Ce qui nous amène au dernier double jeu de la France : son prétendu engagement en faveur du désarmement.

Double jeu diplomatique : désarmement et prolifération

Le ministère français de la Défense et celui des Affaires Etrangères ont diffusé pendant la 7e Conférence de révision du TNP une brochure intitulée : « *Lutte contre la prolifération, maîtrise des armements et désarmement : l'action de la France* ». Si vous lisez cette superbe brochure bilingue, vous serez ébahis : la France serait une championne toutes catégories du désarmement.

Certes, tout est loin d'être faux dans les faits rapportés. Ainsi, il est vrai que la France a joué un rôle positif dans l'interdiction des armes chimiques ou celle des mines antipersonnel. Mais concernant le désarmement nucléaire, tout est dans l'art de présenter les faits et d'en taire d'autres. Jamais, au grand jamais, la France n'a eu l'intention de rendre ses armes nucléaires, même après s'être enfin décidée à signer et ratifier en 1992 le TNP, qui lui en fait pourtant obligation, comme aux autres Etats nucléaires.

La plupart des mesures présentées comme des gestes en faveur du désarmement ont été motivées par de tout autres considérations. Ainsi, on justifie la réduction du nombre de têtes nucléaires (de 500 à 348) par l'honorable concept de « stricte suffisance » : la France désarme et ne garde que les armes dont elle a absolument besoin. En réalité, cette réduction répondait à la fois à un souci d'économie et au constat tardif qu'une partie de ces armes n'avait aucune utilité concevable, qu'il s'agît des missiles stratégiques du plateau d'Albion ou des missiles tactiques Pluton et Hadès. Elle s'accompagnait d'ailleurs de ce mot d'ordre : « ne pas baisser la garde ».

De même, lorsque en juin 1995 « la France », c'est-à-dire Jacques Chirac devenu président, « annonce sa décision de procéder à une ultime campagne d'essais nucléaires, préalablement à la conclusion du TICE » (Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires, ou CTBT : Comprehensive Test Ban Treaty), c'est justement parce qu'elle entend conserver ses armes en se passant d'essais après avoir signé le TICE. Mais c'est aussi, et on se garde de le dire, parce qu'elle s'apprête à remplacer le Centre d'Essais du Pacifique par celui du Barp, près de Bordeaux, où le Laser MegaJoule préparera les armes du futur, les fameuses « mininukes » à fusion pure, capables de servir comme armes de bataille - chose que les Français ignorent et que le gouvernement dénie. Bref, c'est pour entretenir, moderniser et agrandir sa panoplie, pas pour l'abandonner !

Afin de permettre le débat, je n'en dirai pas plus là-dessus, ni sur le rôle éminemment proliférant que la France a joué et continue de jouer, tant par sa doctrine dite de « dissuasion du faible au fort » (c'est par exemple le cas flagrant de la Corée du Nord face aux Etats-Unis) que par ses exportations de technologies nucléaires dites « civiles ». Car, après avoir servi d'alibi à sa recherche militaire, le nucléaire civil français a également servi de cheval de Troie pour les armes des autres. C'est bien un jeu à quatre mains, dont la moitié feint d'ignorer l'autre moitié. Mais le jeu est si bien rôdé que personne n'en remarque la cacophonie.

Avant de conclure, je voudrais revenir brièvement sur le 19 janvier 2006 et le discours prononcé ce jour-là par Jacques Chirac à la base de sous-marins nucléaires de l'Île Longue. Il est en effet d'une extrême importance.

La dérive du discours chiraquien, de 1975 à 2006

Ce discours est tout à fait conforme à l'esprit de M. Chirac, tel qu'il se laissait deviner depuis 1975 à propos de l'emploi des Pluton puis dans son dernier discours stratégique de juin 2001. Mais il apporte à la doctrine française des nouveautés manifestes.

Pour la première fois, un président de la République, seul maître à bord après Dieu, explicite ce qu'il entend par « les intérêts vitaux » de la France.

Pour M. Chirac, nos armes nucléaires peuvent toujours être employées, comme l'affirmait la doctrine gaullienne, contre un Etat portant atteinte au territoire français. Mais elles peuvent aussi servir, au gré de son appréciation, contre un Etat présumé complice d'attentats terroristes, un Etat risquant d'utiliser des "armes de destruction massive", un Etat agressant l'un de « nos alliés », un Etat menaçant « nos approvisionnements stratégiques » (sans doute en uranium et en pétrole). Elles peuvent l'être à titre de représailles mais aussi à titre « préventif ». Bref, elles peuvent être utilisées n'importe quand, sous n'importe quel prétexte, contre n'importe qui - *pourvu seulement qu'il ne puisse riposter avec les mêmes armes...* Ce n'est donc plus de la « défense tous azimuts », c'est de l'attaque tous azimuts. C'est du n'importe quoi. La stratégie traditionnelle était déjà incohérente. Que dire de celle-ci ? Qu'elle en pousse l'incohérence jusqu'à sa conclusion logique : l'arme nucléaire n'a aucun emploi défensif, ce n'est rien qu'un moyen d'imposer sa volonté à plus faible que soi.

Cependant, pour que la menace reste crédible et vaguement morale, M. Chirac affirme que nos armes nucléaires sont adaptées à la nature de l'objectif : viser les « centres de décision » de l'ennemi - et rien qu'eux, semble-t-il. Sous-entendu : on ne veut pas faire de mal à la population. Encore un mensonge, car cela impliquerait une puissance explosive limitée, qu'aucune des 348 têtes déclarées par la France ne peut offrir, puisque les plus faibles d'entre elles font 100 kT, soit 7 à 8 fois la bombe d'Hiroshima, et les plus puissantes, trois fois plus. Bonjour les « dégâts collatéraux »...

Ce mensonge en implique d'autres. De deux choses l'une, en effet. Ou bien la France n'a pas les moyens de sa nouvelle stratégie, c'est-à-dire des armes « miniaturisées », et M. Chirac bluffe en attendant de les avoir, mais alors il ment, tandis que sa ministre de la Défense et sa diplomatie mentent aussi quand elles prétendent que le Laser Mega Joule et les programmes de simulation ne servent qu'à entretenir nos armes existantes. Ou bien la France les a déjà, ces armes, mais en infraction à ses déclarations et aux lois votées par le Parlement. Dans les deux cas, il y a de quoi traduire M. Chirac devant la Haute Cour de justice.

Et dire que cet humaniste se déclare partisan convaincu de l'abolition de la peine de mort ! Qu'il commence donc par abolir ses armes nucléaires et ses menaces d'assassinats de masse.

Conclusion

Une seule chose est sûre : ce délire stratégique n'a rien à voir avec la défense de la France. Les armes nucléaires sont avant tout un instrument de puissance politique. Il faut faire de la France une puissance redoutable, et de son chef d'Etat un Monsieur qu'on écoute. « Le Redoutable », « le Terrible », « le Tonnant », « le Foudroyant », « le Triomphant », tels sont les noms de nos sous-marins nucléaires. Tel est l'esprit de cette France-là. C'est une France de criminels, d'assassins, de menteurs, de fous ou d'imbéciles. Cette France qui se veut terrifiante, et en profite pour vendre ses armes et atomes, n'est pas la nôtre. Nous ne pouvons pas croire que ce soit celle du peuple français, composé d'individus pas plus intelligents mais pas plus bêtes ni méchants que la moyenne des humains. Voilà pourquoi ACDN exige des candidats aux élections présidentielle et législatives de 2007 qu'ils s'engagent à consulter le peuple français par référendum sur cette question du désarmement nucléaire, vitale pour tout le monde, bien

au-delà de nos frontières.

Je vous remercie de votre attention et, je l'espère, de votre soutien à cette action.

Vancouver, World Peace Forum, le 26 juin 2006

Jean-Marie Matagne, Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire

Liens :

Forum Mondial pour la Paix ([World Peace Forum](#))

[Événements relatifs au Désarmement Nucléaire](#)